

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 29/08/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CENTRALE BIOGAZ DE LUGERE

Parc technologique "Orléans Charbonnière"
45760 Marigny-les-Usages

Références : 432/2023
Code AIOT : 0010013542

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2023 dans l'établissement CENTRALE BIOGAZ DE LUGERE implanté Parc technologique "Orléans Charbonnière" 45760 Marigny-les-Usages. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRALE BIOGAZ DE LUGERE
- Parc technologique "Orléans Charbonnière" 45760 Marigny-les-Usages
- Code AIOT : 0010013542
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la Centrale Biogaz de Lugère à Marigny les Usages est un méthaniseur autorisé depuis 2019, mis en service en février 2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Première inspection suite à mise en service

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 4 | Aménagement de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 | Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 2.1.2 | / | Sans objet |
| 5 | Trafic routier | Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 2.2.1 | / | Sans objet |
| 7 | Perméabilité de la rétention talutée | Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 2.2.3 | / | Sans objet |
| 8 | Traitement des odeurs | Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 2.2.4 | / | Sans objet |
| 10 | Épandages autorisés | Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 3.1.2 | / | Sans objet |
| 11 | Collecte des eaux pluviales, des écoulements pollués et des eaux d'incendie | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39 | / | Sans objet |
| 12 | Admissions et sorties | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29 | / | Sans objet |
| 13 | Installations électriques | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 1 | Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature | Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 1.2.1 | / | Sans objet |
| 2 | Nomenclature loi sur l'eau | Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 1.2.2 | / | Sans objet |
| 3 | Aménagement de l'article 18-II de l'arrêté ministériel du 12 août .2010 | Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 2.1.1 | / | Sans objet |
| 6 | Surveillance du site | Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 2.2.2 | / | Sans objet |
| 9 | Gestion et suivi des odeurs | Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 2.2.5 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité du site est en train de démarrer, quelques points ont été soulevés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 1.2.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : |

| Rubrique et alinéa | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Classement |
|--------------------|--|--|------------|
| 2781-1-b | Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production : 1. Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires b) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j et inférieure à 100 t/j. | L'unité de méthanisation aura une capacité de traitement de 70,4 t/j de déchets non dangereux. Les matières du gisement prévisionnel sont les suivantes : ▪ matières provenant des industries agroalimentaires, ▪ effluents d'élevage : fumiers, lisiers, etc., ▪ déchets végétaux et autres matières végétales, | E |
| 2781-2-b | Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production 2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux b) La quantité de matières traitées étant inférieure à 100 t/j. | ▪ boues et graisses, hors boues de stations d'épuration urbaine et d'assainissements non collectifs, ▪ sous-produits animaux de catégorie C3 et biodéchets assimilés. | |
| 2910-B | Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse : 1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 50 MW. | Le projet disposera d'une chaudière fonctionnant au biogaz et au gaz naturel d'une puissance thermique nominale de 0,8 MW | NC |

| | | | |
|--------|---|--|----|
| 4734-2 | Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités | Pour la distribution de carburant, le projet disposera d'une cuve aérienne double peau de FOD d'un volume de 3 m³, soit environ 2,5 t. Pour l'alimentation du groupe électrogène, le projet disposera d'une cuve aérienne double peau de FOD d'un volume de 1 m³, soit environ 0,88 t. Quantité totale maximale sur le site : 3,38 t | NC |
|--------|---|--|----|

| | | | |
|----------|--|---|----|
| | souterraines étant inférieure à 50 t au total. | | |
| 1435 | Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant distribué étant supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total. | Distribution de FOD pour les engins de manutention. Le volume annuel distribué sera inférieur à 15 m³/an. | NC |
| 4510 | Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t. | Stockage d'hypochlorite de sodium (javel) à 15 % dans une cuve de 2 m³ pour l'unité de traitement par cryogénie, soit 2,42 t | NC |
| 1185-2-a | Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire inférieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 300 kg. | Emploi de fluides frigorigènes (R410A, R407C, R134A ou R32) pour l'épuration du biogaz : quantité présente inférieure à 30 kg | NC |

Constats : Aucun écart constaté

Observations :

Le jour de la visite, l'inspection a constaté qu'aucune unité de traitement par cryogénie n'avait été construite et que l'installation ne disposait d'aucune cuve de 2 m³ de javel.

Dans le cas où cette installation et équipement ne seraient jamais mis en oeuvre, la rubrique 4510 "non classée" citée dans l'arrêté préfectoral n'a plus lieu d'être. L'exploitant pourra utilement déposer un porter à connaissance en ce sens.

L'exploitant a déposé par ailleurs un porter à connaissance en juin 2023 relatif à l'ajout d'un module de valorisation du CO2 produit. Celui-ci sera notamment purifié par distillation cryogénique, fera l'objet d'un stockage cryogénique et liquéfié avant transport.

La quantité de fluides réfrigérants sera augmentée par rapport au dossier initial mais restera inférieure à 300 kg. L'installation restera donc non classée pour la rubrique 1185-2-a.

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Nomenclature loi sur l'eau

| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 1.2.2 | | | | | |
|--|--------|---|--|-----------------------|--------------------|
| Thème(s) : Situation administrative, Rubrique IOTA | | | | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet | | | | | |
| Prescription contrôlée : | | | | | |
| Rubrique | Régime | Libellé de la rubrique (opération) | Nature de l'installation | Critère de classement | Quantité autorisée |
| 2.1.4.0 | A | Epandage d'effluents ou de boues, à l'exception de celles visées à la rubrique 2.1.3.0 et à l'exclusion des effluents d'élevage, la quantité d'effluents ou de boues épandues présentant les caractéristiques suivantes : 1° Azote total supérieur à 10 t/ an ou volume annuel supérieur à 500 000 m3/an ou DBO5 supérieure à 5 t/an | La quantité d'azote dans les boues ou effluents épandus sera de 145 t/an pour le digestat solide et 18 t/an pour le digestat liquide, soit une quantité totale d'azote de 163 t/an | Q >10 t/an | 163 t/an d'azote |
| Constats : Pas d'écart constaté. | | | | | |
| Observations : L'exploitant n'épand pas pour l'instant. | | | | | |
| Type de suites proposées : Sans suite | | | | | |
| Proposition de suites : Sans objet | | | | | |

N° 3 : Aménagement de l'article 18-II de l'arrêté ministériel du 12 août 2010

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 2.1.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité services de secours et d'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le paragraphe suivant est modifié :« Au moins une voie "engins" est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation. » n'est pas applicable à l'installation. En lieu et place de cette disposition, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• La voie « engins » prévue est de largeur comprise entre 4 m et 7 m et permettra aux services de secours d'accéder à toutes les installations à risque d'incendie du projet (stockage d'intrants solides, bâtiment principal, stockage de paille). |
| Constats : Aucun écart constaté. |
| Observations : Une entrée spécifique est aménagée pour l'accessibilité des engins de secours. L'accès est possible à toutes les installations à risque d'incendie. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Aménagement de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 2.1.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le paragraphe suivant est modifié : « Tout point de la limite des stockages ne sera pas situé à moins de 100 m d'un appareil d'incendie. » n'est pas applicable à l'installation. En lieu et place de cette disposition, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• la défense contre l'incendie de l'installation sera assurée par :<ol style="list-style-type: none">1. une réserve incendie de 240 m³ associée à une aire de stationnement de 32 m² équipée de deux brides d'aspiration DN 100, située à environ 30 m au sud-est du projet, de l'autre côté de l'allée de la Pistole.2. un poteau incendie permettant d'assurer un débit de 52 m³/h, situé au croisement entre l'allée de la Pistole et la rue de Lugère, à environ 260 m à l'est du projet. |
| Constats : C1 : L'exploitant ne dispose pas de réserve incendie de 240 m ³ à proximité du site. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser le débit du poteau incendie situé au croisement entre l'allée de la Pistole et le rue de Lugère. |
| Observations : Le jour de la visite, l'inspection a pu constater qu'aucune réserve incendie n'était présente sur site. De plus, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le poteau incendie présent au croisement entre l'allée de la Pistole et le rue de Lugère permettait d'assurer un débit de 52 m ³ /h. Dans le cadre du PAC déposé a posteriori de l'inspection en juin 2023, l'exploitant a effectué une analyse de la conformité des installations à la réglementation applicable. Concernant l'article 2.1.2 de l'arrêté du 31/01/2019, il est précisé, sans autres éléments de justifications, que : <ul style="list-style-type: none">- la bache incendie de 240 m³ a été remplacée par un poteau incendie situé à proximité de l'entrée secondaire du site;- le poteau incendie situé au croisement entre l'allée de la Pistole et le rue de Lugère est conforme. L'exploitant doit justifier que les moyens de lutte contre l'incendie finalement mis en oeuvre sont adaptés au risque (implantation des dispositifs / débit assuré). Le remplacement de la réserve incendie de 240 m³ (non-respect de prescription) par un poteau incendie doit être particulièrement argumenté. L'avis du SDIS sur ces nouvelles dispositions pourra utilement être joint au PAC transmis. Celui-ci est en cours d'instruction par l'inspection. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Trafic routier

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 2.2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Charte transport |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Pour limiter la gêne des habitants de MARIGNY-LES-USAGES (département du Loiret), l'exploitant établi une charte avec les transporteurs impliqués dans les livraisons des intrants et à l'expédition du digestat pour que les poids-lourds évitent le bourg de MARIGNY-LES-USAGES (département du Loiret) pour rejoindre la route départementale n° 2152. |
| Constats : C2 : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la charte à l'inspection. |
| Observations : Selon l'exploitant, une charte a été établie interdisant la circulation dans le bourg de la commune de Marigny-les-Usages. Celle-ci n'a pas pu être présentée à l'inspection. L'exploitant doit transmettre la charte signée. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Surveillance du site

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 2.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Afin de renforcer la sécurité sur le site, l'exploitant dispose sur le site d'une surveillance vidéo couplée à une alarme anti-intrusion. |
| Constats : La surveillance vidéo est en place. |
| Observations : La surveillance vidéo permet notamment de visualiser les différents accès du site. Elle fonctionne 24H/24 et 7jours/7. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Perméabilité de la rétention talutée

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 2.2.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Déversement digestats |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Pour faire face à un déversement accidentel de digestats sur le site, dû à un débordement ou de perte d'étanchéité des infrastructures, le digesteur, le post-digesteur et les cuves de stockage d'intrants liquides et la poche souple de digestat liquide seront situés dans une rétention réalisée par talutage du terrain. Cette rétention talutée sera dimensionnée pour retenir un volume d'environ 4 000 m ³ . Le coefficient de perméabilité du sol de l'emprise de la cuvette de rétention talutée est de 10 ⁻⁶ m/s minimum sur environ 50 cm d'épaisseur. Un contrôle de perméabilité doit être effectué après réalisation des travaux. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : C3 : La rétention est en place. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la perméabilité de cette rétention. |
| Observations : L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser à l'inspection si un contrôle de perméabilité avait bien été effectué et si ces résultats étaient conformes. L'exploitant doit justifier de la perméabilité de la rétention. L'exploitant transmet le rapport de contrôle dès réception et précise, en cas de non-conformités relevées, les actions correctives prévues ainsi que leur échéancier de réalisation. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Traitement des odeurs

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 2.2.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Solution technique |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Trois mois avant la mise en service de l'installation, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un dossier technique présentant la solution technique retenue pour le traitement de l'air vicié (caractéristiques, dimensionnement, justificatif du choix retenu). |
| Constats : C4 : L'inspection ne dispose pas du dossier technique présentant la solution technique retenue pour le traitement de l'air vicié. |
| Observations : L'exploitant indique que ce dossier a été envoyé le 29/04/2022 à l'inspection, il n'y en a pas trace. L'exploitant doit transmettre le dossier technique présentant la solution technique retenue pour le traitement de l'air vicié à l'inspection. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Gestion et suivi des odeurs

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 2.2.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Etat des perceptions |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 49 de l'arrêté ministériel susvisé du 12 août 2010 modifié est complété par les prescriptions suivantes.</p> <p>L'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un état des perceptions odorantes présentes dans l'environnement du site avant la mise en route de l'installation (état zéro), indiquant, dans la mesure du possible, les caractéristiques des odeurs perçues dans l'environnement. Un nouvel état des perceptions odorantes est réalisé un an après la mise en service de l'installation, ou à la demande de l'inspection en cas de plainte. La concentration d'odeur imputable à l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5 UO/m³ plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 % au niveau des habitations les plus proches. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées.</p> |
| Constats : Pas d'écart constaté. |
| <p>Observations : L'état zéro a été fait le 20/04/2021. L'état final est prévu pour septembre 2023 si le rythme de fonctionnement optimal (rythme de croisière) est atteint.</p> <p>L'exploitant devra transmettre cet état final à l'inspection des installations classées.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Épandages autorisés

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 3.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'épandage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage des digestats issus de l'activité de méthanisation exercée sur le site sur les parcelles dont la liste figure en annexe au présent arrêté. Toute modification du plan d'épandage est portée, avant sa réalisation, à la connaissance des Préfets du Loiret et d'Eure-et-Loir.</p> |
| Constats : C5 : Quelques agriculteurs se sont retirés du projet initial. |
| <p>Observations : L'exploitant ne pratique pas l'épandage pour l'instant. Quelques agriculteurs se sont retirés du projet initial.</p> <p>L'exploitant doit transmettre la mise à jour du plan d'épandage à l'inspection.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux d'extinction |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>[...]</p> <p>Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p> |
| Constats : C6 : L'exploitant ne peut pas justifier du volume de rétention des eaux incendies. |
| <p>Observations :</p> <p>Selon le dossier déposé ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral du 31/01/2019, le volume disponible nécessaire à la récupération des eaux d'extinction est de 177 m³.</p> <p>Il est précisé, dans le dossier, que ce volume d'eau est assuré par le bassin d'eaux sales de 260 m³ et par le bassin de confinement incendie de 180 m³, tous les deux étanches.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'il disposait du volume nécessaire à la rétention des eaux d'extinction.</p> <p>L'exploitant doit justifier qu'il dispose d'un volume suffisant pour le confinement des eaux d'extinction incendie.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Registre |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base d'une pesée effectuée lors de la réception ou des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée.</p> <p>Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de trois ans. Ils sont tenus à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.</p> <p>[...]</p> |
| Constats : C7 : L'exploitant n'était pas en mesure de fournir le registre des déchets entrants. |
| <p>Observations : L'exploitant a précisé à l'inspection qu'un registre des déchets entrants avait été mis en place mais il n'a pas été en mesure de présenter ce registre à l'inspection.</p> <p>L'exploitant doit transmettre son registre des déchets entrants , en particulier celui correspondant au mois de mars 2023 .</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 13 : Installations électriques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article Art 21 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Conformité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. [...] |
| Constats : C8 : L'exploitant n'a pas fourni de justificatif de la conformité de ses installations électriques. |
| Observations : Une fosse contenant divers câblages électriques a été observée dans un local technique, quelques centimètres d'eau se trouvant au fond. L'exploitant doit fournir à l'inspection un justificatif de conformité de ses installations électriques (certificat Q18 voire Q19 s'il procède à des thermographies par infra-rouge). |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |